A°. 1913.  N°. 33.

PUBLICATIE-BLAD.

BESLUIT,

bepalende de afkondiging van de op 2 Juni 1911 te Washington *mede namens* Nederland *geteekende verdragen tot bescherming van den industrieelen eigendom en betreffende de internationale inschrijving van fabrieks- en handelsmerken.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR van Curaçao,

Herlezen de missive van den Minister van Koloniën van 13 Mei 1913, Afd. A3 en B, N°. 12/164, waaruit blijkt dat:

a. het op 2 Juni 1911 te *Washington* gesloten verdrag, met daarbij behoorend slotprotocol, tot bescherming van den industrieelen eigendom;

b. de op 2 Juni 1911 te *Washington* aangegane schikking, betreffende de internationale inschrijving van fabrieks- en handelsmerken;

—goedgekeurd bij de Wet van 19 Maart 1913 (Staatsblad N°. 104; Publicatieblad N°. 32)—door de Koningin zijn bekrachtigd, en dat de nederlegging der Nederlandsche akten van bekrachtiging den 1sten April 1913 te *Washington* heeft plaats gehad;

BESLUIT:

Te bepalen, dat genoemd verdrag met slotprotocol en ge-

noemde schikking zullen worden afgekondigd door plaatsing van dit besluit met den daaraan gehechten afdruk der meergenoemde internationale akten en van de vertaling daarvan in het Publicatieblad.

Gegeven te Willemstad, den 6n. Juni 1913.

NUYENS.

De Gouvernements-Secretaris,
J. F. HAAIJEN.

Uitgegeven den 16n. Juni 1913.
De Gouvernements-Secretaris,
J. F. HAAIJEN.

UNION INTERNATIONALE

pour la protection de la propriété industrielle.

CONVENTION D'UNION DE PARIS

du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle, revisée à Bruxelles le 14 décembre 1900 et à Washington le 2 juin 1911.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand; Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc. et Roi Apostolique de Hongrie pour l'Autriche et pour la Hongrie; Sa Majesté le Roi des Belges; le Président des Etats-Unis du Brésil; le Président de la République de Cuba; Sa Majesté le Roi de Danemark; le Président de la République Dominicaine; Sa Majesté le Roi d'Espagne; le Président des Etats-Uuis d'Amérique; le Président de la République Française; Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes; Sa Majesté le Roi d'Italie; Sa Majesté l'Empereur du Japon; le Président des Etats-Unis du Mexique; Sa Majesté le Roi de Norvège; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas; le Président du Gouvernement Provisoire de la République de Portugal; Sa Majesté le Roi de Serbie; Sa Majesté le Roi de Suède; le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse; le Gouvernement Tunisien,

Ayant jugé utile d'apporter certaines modifications et additions à la Convention internationale du 20 mars 1883, portant création d'une Union internationale pour la Protection de la Propriété industrielle, revisée à Bruxelles le 14 décembre 1900, ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l' Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse:

M. le Dr. Haniel von Haimhausen, Conseiller de l'Ambassade de S. M. l'Empereur d'Allemagne à Washington;

M. Robolski, Conseiller supérieur de Régence, Conseiller rapporteur au Département Impérial de l'Intérieur;

M. le Prof. Dr. Albert Osterrieth;

Sa Majesté l'Empereur d' Autriche, Roi de Bohême, etc. et Roi Apostolique de Hongrie;

Pour l'Autriche et pour la Hongrie :

S. Exc. M. le Baron Ladislas Hengelmueller de Hengervár, Son Conseiller intime, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire à Washington;

Pour l'Autriche:

S. Exc. M. le Dr. Paul Chevalier Beck de Mannagetta et Lerchenau, Son Conseiller intime, Chef de Section au Ministère I. R. des Travaux publics et Président de l'Office I. R. des Brevets d'invention;

Pour la Hongrie:

M. Elemér de Pompéry, Conseiller ministériel à l'Office Royal hongrois des Brevets d'invention;

Sa Majesté le Roi des Belges:

M. Jules Brunet, Directeur général au Ministère des Affaires étrangères;

M. Georges de Ro, Sénateur suppléant, Délégué de la Belgique aux Conférences pour la protection de la Propriété industrielle de Madrid et de Bruxelles;

M. Albert Capitaine, Avocat à la Cour d'appel de Liège;

Le Président des Etats-Unis du Brésil:

M. R. de Lima e Silva, Chargé d'Affaires des Etats-Unis du Brésil à Washington;

Le Président de la République de Cuba:

S. Exc. M. Rivero, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Cuba à Washington;

Sa Majesté le Roi de Danemark:

M. Martin J. C. T. Clan, Consul Général du Danemark à New-York;

Le Président de la République Dominicaine:

S. Exc. M. Emilio C. Joubert, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République Dominicaine à Washington;

Sa Majesté le Roi d'Espagne:

S. Exc. Don Juan Riaño y Gayangos, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Washington;

S. Exc. Don Juan Florez Posada, Directeur de l'Ecole des ingénieurs de Madrid;

Le Président des Etats-Unis d'Amérique:

M. Edward Bruce Moore, Commissioner of Patents;

M. Frederick P. Fish, Avocat à la Cour suprême des Etats-Unis et à la Cour suprême de l'Etat de New-York;

M. Charles H. Duell, ancien Commissaire des brevets, ancien Juge à la Cour d'appel du District de Colombie, Avocat à la Cour suprême des Etats-Unis et à la Cour suprême de l'Etat de New-York;

M. Robert H. Parkinson, Avocat à la Cour suprême des Etats-Unis et à la Cour suprême de l'Etat de l'Illinois;

M. Melville Church, Avocat à la Cour suprême des Etats-Unis;

Le Président de la République Française:

M. Lefèvre-Pontalis, Conseiller de l'Ambassade de la République Française à Washington;

M. Georges Breton, Directeur de l'Office national de la Propriété industrielle;

M. Michel Pelletier, Avocat à la Cour d'appel de Paris, Délégué aux Conférences pour la protection de la Propriété industrielle de Rome, de Madrid et de Bruxelles;

M. Georges Maillard, Avocat à la Cour d'appel de Paris;

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne

et d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes:

M. Alfred Mitchell Innes, Conseiller de l'Ambassade de S. M. Britannique à Washington;

Sir Alfred Bateman, K. C. M. G., ancien Comptroller General of Commerce, Labor and Statistics;

M. W. Temple Franks, Comptroller General of Patents, Designs, and Trade-Marks;

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Nob. Lazzaro dei Marchesi Negrotto Cambiaso, Conseiller de l'Ambassade de S. M. le Roi d'Italie à Washington;

M. Emilio Venezian, Ingénieur, Inspecteur du Ministère de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie;

M. le Dr. Giovanni Battista Ceccato, Attaché commercial à l'Ambassade de S. M. le Roi d'Italie à Washington;

Sa Majesté l'Empereur du Japon:

M. K. Matsui, Conseiller de l'Ambassade de S. M. l'Empereur du Japon à Washington;

M. Morio Nakamatsu, Directeur de l'Office des brevets;

Le Président des Etats-Unis du Mexique:

M. José de las Fuentes, Ingénieur, Directeur de l'Office des brevets;

Sa Majesté le Roi de Norvège:

M. L. Aubert, Secrétaire de la Légation de S. M. le Roi de Norvège à Washington;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

M. le Dr. F. W. J. G. Snyder van Wissenkerke, Directeur de l'Office de la Propriété industrielle, Conseiller au Ministère de la Justice;

Le Président du Gouvernement Provisoire de la République du Portugal:

S. Exc. M. le Vicomte de Alte, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire du Portugal à Washington;

Sa Majesté le Roi de Serbie:

Sa Majesté le Roi de Suède:

S. Exc. M. le Comte ALBERT EHRENSVÄRD, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Washington;

Le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse:

S. Exc. M. PAUL RITTER, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Suisse à Washington;

M. W. KRAFT, Adjoint du Bureau Fédéral de la Propriété Intellectuelle à Berne;

M. HENRI MARTIN, Secrétaire de la Légation de Suisse à Washington;

Le Président de la République Française, pour la Tunisie:

M. DE PERETTI DE LA ROCCA, Premier Secrétaire de l'Ambassade de la République française à Washington,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article premier.

Les pays contractants sont constitués à l'état d'Union pour la protection de la propriété industrielle.

Article 2.

Les sujets ou citoyens de chacun des pays contractants jouiront, dans tous les autres pays de l'Union, en ce qui concerne les brevets d'invention, les modèles d'utilité, les dessins ou modèles industriels, les marques de fabrique ou de commerce, le nom commercial, les indications de provenance, la répression de la concurrence déloyale, des avantages que les lois respectives accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux. En conséquence, ils auront la même protection que ceux-ci et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits, sous réserve de l'accomplissement des conditions et formalités imposées aux nationaux. Aucune obligation de domicile ou d'établissement dans le pays où la protection est réclamée ne pourra être imposée aux ressortissants de l'Union.

Article 3.

Sont assimilés aux sujets ou citoyens des pays contractants, les sujets ou citoyens des pays ne faisant pas partie de l'Union, qui sont domiciliés ou ont des établissements industriels ou commerciaux effectifs et sérieux sur le territoire de l'un des pays de l'Union.

Article 4.

(*a*) Celui qui aura régulièrement fait le dépôt d'une demande de brevet d'invention, d'un modèle d'utilité, d'un dessin ou modèle industriel, d'une marque de fabrique ou de commerce, dans l'un des pays contractants, ou son ayant cause, jouira, pour effectuer le dépôt dans les autres pays, et sous réserve des droits des tiers, d'un droit de priorité pendant les délais déterminés ci-après.

(*b*) En conséquence, le dépôt ultérieurement opéré dans l'un des autres pays de l'Union, avant l'expiration de ces délais, ne pourra être invalidé par des faits accomplis dans l'intervalle, soit, notamment, par un autre dépôt, par la publication de l'invention ou son exploitation, par la mise en vente d'exemplaires du dessin ou du modèle, par l'emploi de la marque.

(*c*) Les délais de priorité mentionnés ci- dessus seront de douze mois pour les brevets d'invention et les modèles d'utilité, et de quatre mois pour les dessins et modèles industriels et pour les marques de fabrique ou de commerce.

(*d*) Quiconque voudra se prévaloir de la priorité d'un dépôt antérieur, sera tenu de faire une déclaration indiquant la date et le pays de ce dépôt. Chaque pays déterminera à quel moment, au plus tard, cette déclaration devra être effectuée. Ces indications seront mentionnées dans les publications émanant de l'Administration compétente, notamment sur les brevets et les descriptions y relatives. Les pays contractants pourront exiger de celui qui fait une déclaration de priorité la production d'une copie de la demande (description, dessins, etc.) déposée antérieurement, certifiée conforme par l'Administration qui l'aura reçue. Cette copie sera dispensée de toute légalisation. On pourra exiger qu'elle soit accompagnée d'un certificat de la date du dépôt, émanant de cette Administration, et d'une traduction. D'autres

formalités ne pourront être requises pour la déclaration de priorité au moment du dépôt de la demande. Chaque pays contractant déterminera les conséquences de l'omission des formalités prévues par le présent article, sans que ces conséquences puissent excéder la perte du droit de priorité.

(*e*) Ultérieurement d'autres justifications pourront être demandées.

Article 4*bis*.

Les brevets demandés dans les différents pays contractants par des personnes admises au bénéfice de la Convention aux termes des articles 2 et 3, seront indépendants des brevets obtenus pour la même invention dans les autres pays, adhérents ou non à l'Union.

Cette disposition doit s'entendre d'une façon absolue, notamment en ce sens que les brevets demandés pendant le délai de priorité sont indépendants, tant au point de vue des causes de nullité et de déchéance, qu'au point de vue de la durée normale.

Elle s'applique à tous les brevets existant au moment de sa mise en vigueur.

Il en sera de même, en cas d'accession de nouveaux pays, pour les brevets existant de part et d'autre au moment de l'accession.

Article 5.

L'introduction, par le breveté, dans le pays où le brevet a été délivré, d'objets fabriqués dans l'un ou l'autre des pays de l'Union, n'entraînera pas la déchéance.

Toutefois, le breveté restera soumis à l'obligation d'exploiter son brevet conformément aux lois du pays où il introduit les objets brevetés, mais avec la restriction que le brevet ne pourra être frappé de déchéance pour cause de non-exploitation dans un des pays de l'Union qu'après un délai de trois ans, compté à partir du dépôt de la demande dans ce pays, et seulement dans le cas où le breveté ne justifierait pas des causes de son inaction.

Article 6.

Toute marque de fabrique ou de commerce régulièrement

enregistrée dans le pays d'origine sera admise au dépôt et protégée telle quelle dans les autres pays de l'Union.

Toutefois, pourront être refusées ou invalidées:

1º Les marques qui sont de nature à porter atteinte à des droits acquis par des tiers dans le pays où la protection est réclamée.

2º Les marques dépourvues de tout caractère distinctif, ou bien composées exclusivement de signes ou d'indications pouvant servir, dans le commerce, pour désigner l'espèce, la qualité, la quantité, la destination, la valeur, le lieu d'origine des produits ou l'époque de production, ou devenus usuels dans le langage courant ou les habitudes loyales et constantes du commerce du pays où la protection est réclamée.

Dans l'appréciation du caractère distinctif d'une marque, on devra tenir compte de toutes les circonstances de fait, notamment de la durée de l'usage de la marque.

3º Les marques qui sont contraires à la morale ou à l'ordre public.

Sera considéré comme pays d'origine le pays où le déposant a son principal établissement.

Si ce principal établissement n'est point situé dans un des pays de l'Union, sera considéré comme pays d'origine celui auquel appartient le déposant.

Article 7.

La nature du produit sur lequel la marque de fabrique ou de commerce doit être apposée ne peut, dans aucun cas, faire obstacle au dépôt de la marque.

Article 7*bis*.

Les pays contractants s'engagent à admettre au dépôt et à protéger les marques appartenant à des collectivités dont l'existence n'est pas contraire à la loi du pays d'origine, même si ces collectivités ne possèdent pas un établissement industriel ou commercial.

Cependant chaque pays sera juge des conditions particulières sous lesquelles une collectivité pourra être admise à faire protéger ses marques.

Article 8.

Le nom commercial sera protégé dans tous les pays de l'Union sans obligation de dépôt, qu'il fasse ou non partie d'une marque de fabrique ou de commerce.

Article 9.

Tout produit portant illicitement une marque de fabrique ou de commerce, ou un nom commercial, sera saisi à l'importation dans ceux des pays de l'Union dans lesquels cette marque ou ce nom commercial ont droit à la protection légale.

Si la législation d'un pays n'admet pas la saisie à l'importation, la saisie sera remplacée par la prohibition d'importation.

La saisie sera également effectuée dans le pays où l'apposition illicite aura eu lieu, ou dans le pays où aura été importé le produit.

La saisie aura lieu à la requête soit du ministère public, soit de toute autre autorité compétente, soit d'une partie intéressée, particulier ou société, conformément à la législation intérieure de chaque pays.

Les autorités ne seront pas tenues d'effectuer la saisie en cas de transit.

Si la législation d'un pays n'admet ni la saisie à l'importation, ni la prohibition d'importation, ni la saisie à l'intérieur, ces mesures seront remplacées par les actions et moyens que la loi de ce pays assurerait en pareil cas aux nationaux.

Article 10.

Les dispositions de l'article précédent seront applicables à tout produit portant faussement, comme indication de provenance, le nom d'une localité déterminée, lorsque cette indication sera jointe à un nom commercial fictif ou emprunté dans une intention frauduleuse.

Est réputé partie intéressée tout producteur, fabricant ou commerçant, engagé dans la production, la fabrication ou le commerce de ce produit, et établi soit dans la localité faussement indiquée comme lieu de provenance, soit dans la région où cette localité est située.

Article 10*bis*.

Tous les pays contractants s'engagent à assurer aux ressortissants de l'Union une protection effective contre la concurrence déloyale.

Article 11.

Les pays contractants accorderont, conformément à leur législation intérieure, une protection temporaire aux inventions brevetables, aux modèles d'utilité, aux dessins ou modèles industriels, ainsi qu'aux marques de fabrique ou de commerce, pour les produits qui figureront aux expositions internationales officielles ou officiellement reconnues, organisées sur le territoire de l'un d'eux.

Article 12.

Chacun des pays contractants s'engage à établir un service spécial de la Propriété industrielle et un dépôt central pour la communication au public des brevets d'invention, des modèles d'utilité, des dessins ou modèles industriels et des marques de fabrique ou de commerce.

Ce service publiera, autant que possible, une feuille périodique officielle.

Article 13.

L'Office international institué à Berne sous le nom de Bureau international pour la protection de la Propriété industrielle est placé sous la haute autorité du Gouvernement de la Confédération Suisse, qui en règle l'organisation et en surveille le fonctionnement.

Le Bureau international centralisera les renseignements de toute nature relatifs à la protection de la Propriété industrielle, et les réunira en une statistique générale, qui sera distribuée à toutes les Administrations. Il procédera aux études d'utilité commune intéressant l'Union et rédigera, à l'aide des documents qui seront mis à sa disposition par les diverses Administrations, une feuille périodique en langue française sur les questions concernant l'objet de l'Union.

Les numéros de cette feuille, de même que tous les documents publiés par le Bureau international, seront répartis entre les Administrations des pays de l'Union, dans la pro-

portion du nombre des unités contributives, ci-dessous mentionnées. Les exemplaires et documents supplémentaires qui seraient réclamés, soit par lesdites Administrations, soit par des societés ou des particuliers, seront payés à part.

Le Bureau international devra se tenir en tout temps à la disposition des membres de l'Union, pour leur fournir, sur les questions relatives au service international de la propriété industrielle, les renseignements spéciaux dont ils pourraient avoir besoin. Il fera sur sa gestion un rapport annuel qui sera communiqué à tout les membres de l'Union.

La langue officielle du Bureau international sera la langue française.

Les dépenses du Bureau international seront supportées en commun par les pays contractants. Elles ne pourront, en aucun cas, dépasser la somme de soixante mille francs par année.

Pour déterminer la part contributive de chacun des pays dans cette somme totale des frais, les pays contractants et ceux qui adhéreraient ultérieurement à la Union seront divisés en six classes, contribuant chacune dans la proportion d'un certain nombre d'unités, savoir :

	Unités.
1e classe	25
2e ,,	20
3e ,,	15
4e ,,	10
5e ,,	5
6e ,,	3

Ces coefficients seront multipliés par le nombre des pays de chaque classe, et la somme des produits ainsi obtenus fournira le nombre d'unités par lequel la dépense totale doit être divisée. Le quotient donnera le montant de l'unité de dépense.

Chacun des pays contractants désignera, au moment de son accession, la classe dans laquelle il désire être rangé.

Le Gouvernement de la Confédération Suisse surveillera les dépenses du Bureau international, fera les avances nécessaires et établira le compte annuel, qui sera communiqué à toutes les autres Administrations.

Article 14.

La présente Convention sera soumise à des revisions périodiques, en vue d'y introduire les améliorations de nature à perfectionner le système de l'Union.

A cet effet, des Conférences auront lieu, successivement, dans l'un des pays contractants entre les Délégués desdits pays.

L'Administration du pays où doit siéger la Conférence préparera, avec le concours du Bureau international, les travaux de cette Conférence.

Le Directeur du Bureau international assistera aux séances des Conférences, et prendra part aux discussions sans voix délibérative.

Article 15.

Il est entendu que les pays contractants se réservent respectivement le droit de prendre séparément, entre eux, des arrangements particuliers pour la protection de la Propriété industrielle, en tant que ces arrangements ne contreviendraient point aux dispositions de la présente Convention.

Article 16.

Les pays qui n'ont point pris part à la présente Convention seront admis à y adhérer sur leur demande.

Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement de la Confédération Suisse, et par celui-ci à tous les autres.

Elle emportera, de plein droit, accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés par la présente Convention, et produira ses effets un mois après l'envoi de la notification faite par le Gouvernement de la Confédération Suisse aux autres pays unionistes, à moins qu'une date postérieure n'ait été indiquée par le pays adhérent.

Article 16*bis*.

Les pays contractants ont le droit d'accéder en tout temps à la présente Convention pour leurs colonies, possessions, dépendances et protectorats, ou pour certains d'entre eux.

Ils peuvent à cet effet soit faire une déclaration générale par laquelle toutes leurs colonies, possessions, dépendances

et protectorats sont compris dans l'accession, soit nommer expressément ceux qui y sont compris, soit se borner à indiquer ceux qui en sont exclus.

Cette déclaration sera notifiée par écrit au Gouvernement de la Confédération suisse, et par celui-ci à tous les autres.

Les pays contractants pourront, dans les mêmes conditions, dénoncer la Convention pour leurs colonies, possessions, dépendances et protectorats, ou pour certains d'entre eux.

Article 17.

L'exécution des engagements réciproques contenus dans la présente Convention est subordonnée, en tant que de besoin, à l'accomplissement des formalités et règles établies par les lois constitutionnelles de ceux des pays contractants qui sont tenus d'en provoquer l'application, ce qu'ils s'obligent à faire dans le plus bref délai possible.

Article 17*bis*.

La Convention demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé, jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où la dénonciation en sera faite.

Cette dénonciation sera adressée au Gouvernement de la Confédération Suisse. Elle ne produira son effet qu'à l'égard du pays qui l'aura faite, la Convention restant exécutoire pour les autres pays contractants.

Article 18.

Le présent Acte sera ratifié, et les ratifications en seront déposées à Washington au plus tard le 1er avril 1913. Il sera mis à exécution, entre les pays qui l'auront ratifié, un mois après l'expiration de ce délai.

Cet Acte, avec son Protocole de clôture, remplacera, dans les rapports entre les pays qui l'auront ratifiée: la Convention de Paris du 20 mars 1883; le Protocole de clôture annexé à cet Acte; le Protocole de Madrid du 15 avril 1891 concernant la dotation du Bureau international, et l'Acte additionnel de Bruxelles du 14 décembre 1900. Toutefois, les Actes précités resteront en vigueur dans les rapports avec les pays qui n'auront pas ratifié le présent Acte.

Article 19.

Le présent Acte sera signé en un seul exemplaire, lequel sera déposé aux archives du Gouvernement des Etats-Unis. Une copie certifiée sera remise par ce dernier à chacun des Gouvernements unionistes.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Acte.

Fait à Washington, en un seul exemplaire, le deux juin 1911.

Pour l'Allemagne:

Haniel von Haimhausen.

H. Robolski.

Albert Osterrieth.

Pour l'Autriche et pour la Hongrie :

L. Baron de Hengelmueller, Ambassadeur d'Autriche-Hongrie.

Pour l'Autriche :

Dr. Paul Chevalier Beck de Mannagetta et Lerchenau, Chef de Section et Président de l'Office I. R. des Brevets d'invention.

Pour la Hongrie :

Elemér de Pompéry, Conseiller ministériel à l'Office Royal hongrois des Brevets d'invention.

Pour la Belgique :

J. Brunet.

Georges de Ro.

Capitaine.

Pour le Brésil :

R. de Lima e Silva.

Pour Cuba :

Antonio Martin Rivero.

Pour le Danemark :

J. Clan.

Pour la République Dominicaine:

Emilio C. Joubert.

Pour l'Espagne:

Juan Riaño y Gayangos.
J. Florez Posada.

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

Edward Bruce Moore.
Melville Church.
Charles H. Duell.
Robt. H. Parkinson.
Frederick P. Fish.

Pour la France:

Pierre Lefèvre-Pontalis.
G. Breton.
Michel Pelletier.
Georges Maillard.

Pour la Grande-Bretagne:

A. Mitchell Innes.
A. E. Bateman.
W. Temple Franks.

Pour l'Italie:

Lazzaro Negrotto Cambiaso.
Emilio Venezian.
G. B. Ceccato.

Pour le Japon:

K. Matsui.
Morio Nakamatsu.

Pour les Etats-Unis du Mexique:

J. de las Fuentes.

Pour la Norvège:

Ludwig Aubert.

Pour les Pays-Bas:

Snyder van Wissenkerke.

Pour le Portugal:

J. F. H. M. da Franca, Vte. d'Alte.

Pour la Serbie:

Pour la Suède:

Albert Ehrensvärd.

Pour la Suisse:

P. Ritter.
W. Kraft.
Henri Martin.

Pour la Tunisie:

E. de Peretti de la Rocca.

Protocole le clôture.

Au moment de procéder à la signature de l'Acte conclu à la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit:

Ad Article Premier.

Les mots ,,Propriété industrielle'' doivent être pris dans leur acception la plus large; ils s'étendent à toute production du domaine des industries agricoles (vins, grains, fruits, bestiaux, etc.), et extractives (minéraux, eaux minérales, etc.).

Ad Article 2.

(*a*) Sous le nom de brevets d'invention sont comprises les diverses espèces de brevets industriels admises par les législations des pays contractants, telle que brevets d'importation, brevets de perfectionnement, etc., tant pour les procédés que pour les produits.

(*b.*) Il est entendu que la disposition de l'article 2 qui dispense les ressortissants de l'Union de l'obligation de domicile et d'établissement a un caractère interprétatif, et doit, par conséquent, s'appliquer à tous les droits nés en raison de la Convention du 20 mars 1883, avant la mise en vigueur du présent Acte.

(*c.*) Il est entendu que les dispositions de l'article 2 ne portent aucune atteinte à la législation de chacun des pays contractants, en ce qui concerne la procédure suivie devant les tribunaux et la compétence de ces tribunaux, ainsi que l'élection de domicile ou la constitution d'un mandataire requises par les lois sur les brevets, les modèles d'utilité, les marques, etc.

Ad Article 4.

Il est entendu que, lorsqu'un dessin ou modèle industriel aura été déposé dans un pays en vertu d'un droit de priorité basé sur le dépôt d'un modèle d'utilité, le délai de priorité

ne sera que celui que l'article 4 a fixé pour les dessins et modèles industriels.

Ad Article 6.

Il est entendu que la disposition du premier alinéa de l'article 6 n'exclut pas le droit d'exiger du déposant un certificat d'enregistrement régulier au pays d'origine, délivré par l'autorité compétente.

Il est entendu que l'usage des armoiries, insignes ou décorations publiques qui n'aurait pas été autorisé par les pouvoirs compétents, ou l'emploi des signes et poinçons officiels de contrôle et de garantie adoptés par un pays unioniste, peut être considéré comme contraire à l'ordre public dans le sens du N° 3 de l'article 6.

Ne seront, toutefois, pas considérées comme contraires à l'ordre public les marques qui contiennent, avec l'autorisation des pouvoirs compétents, la reproduction d'armoiries, de décorations ou d'insignes publics.

Il est entendu qu'une marque ne pourra être considérée comme contraire à l'ordre public pour la seule raison qu'elle n'est pas conforme à quelque disposition de la législation sur les marques, sauf le cas où cette disposition elle-même concerne l'ordre public.

Le présent Protocole de clôture, qui sera ratifié en même temps que l'Acte conclu à la date de ce jour, sera considéré comme faisant partie intégrante de cet Acte, et aura même force, valeur et durée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Protocole.

Fait à Washington, en un seul exemplaire, le deux juin 1911.

Haniel von Haimhausen.
H. Robolski.
Albert Osterrieth.
L. Baron de Hengelmueller.
Dr. Paul Chevalier Beck de Mannagetta et Lerchenau.
Elemér de Pompéry.
J. Brunet.

Georges de Ro.
Capitaine.
R. de Lima e Silva.
J. Clan.
Juan Riaño y Gayangos.
J. Florez Posada.
Edward Bruce Moore.
Melville Church.
Charles H. Duell.
Frederick P. Fish.
Robt. H. Parkinson.
Emilio C. Joubert.
Pierre Lefèvre-Pontalis.
Michel Pelletier.
G. Breton.
Georges Maillard.
A. Mitchell Innes.
A. E. Bateman.
W. Temple Franks.
Lazzaro Negrotto Cambiaso.
Emilio Venezian.
G. B. Ceccato.
K. Matsui.
Morio Nakamatsu.
J. de las Fuentes.
Snijder van Wissenkerke.
J. F. H. M. da Franca, Vte. D'Alte.
Albert Ehrensvärd.
P. Ritter.
W. Kraft.
Henri Martin.
E. de Peretti de la Rocca.
Ludwig Aubert.
Antonio Martin Rivero.

UNION INTERNATIONALE
pour la protection de la propriété industrielle.

ARRANGEMENT DE MADRID

du 14 avril 1891 pour l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce revisé à Bruxelles le 14 décembre 1900 et à Washington le 2 juin 1911

conclu entre l'Autriche, la Hongrie, la Belgique, le Brésil, Cuba, l'Espagne, la France, l'Italie, le Mexique, les Pays-Bas, le Portugal, la Suisse et la Tunisie.

Les Soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont, d'un commun accord, arrêté le texte suivant, qui remplacera l'Arrangement signé à Madrid le 14 avril 1891 et l'Acte additionnel signé à Bruxelles le 14 décembre 1900, savoir:

Article premier.

Les sujets ou citoyens de chacun des pays contractants pourront s'assurer, dans tous les autres pays, la protection de leurs marques de fabrique ou de commerce acceptées au dépôt dans le pays d'origine, moyennant le dépôt desdites marques au Bureau international, à Berne, fait par l'entremise de l'administration dudit pays d'origine.

Article 2.

Sont assimilés aux sujets ou citoyens des pays contractants les sujets ou citoyens des pays n'ayant pas adhéré au présent Arrangement qui, sur le territoire de l'Union restreinte constituée par ce dernier, satisfont aux conditions établies par l'article 3 de la Convention générale.

Article 3.

Le Bureau international enregistrera immédiatement les marques déposées conformément à l'article premier. Il notifiera cet enregistrement aux diverses Administrations. Les marques enregistrées seront publiées dans une feuille périodique éditée par le Bureau international, au moyen des indications contenues dans la demande d'enregistrement et d'un cliché fourni par le déposant.

Si le déposant revendique la couleur à titre d'élément distinctif de sa marque, il sera tenu:

1º De le déclarer, et d'accompagner son dépôt d'une mention indiquant la couleur ou la combinaison de couleurs revendiquée;

2º De joindre à sa demande des exemplaires de ladite marque en couleur, qui seront annexés aux notifications faites par le Bureau international. Le nombre de ces exemplaires sera fixé par le Règlement d'exécution.

En vue de la publicité à donner, dans les pays contractants, aux marques enregistrées, chaque Administration recevra gratuitement du Bureau international le nombre d'exemplaires de la susdite publication qu'il lui plaira de demander. Cette publicité sera considérée dans tous les pays contractants comme pleinement suffisante, et aucune autre ne pourra être exigée du déposant.

Article 4.

A partir de l'enregistrement ainsi fait au Bureau international, la protection de la marque dans chacun des pays contractants sera la même que si cette marque y avait été directement déposée.

Toute marque enregistrée internationalement dans les quatre mois qui suivent la date du dépôt dans le pays d'origine, jouira du droit de priorité établi par l'article 4 de la Convention générale.

Article 4*bis*.

Lorsqu'une marque, déjà déposée dans un ou plusieurs des pays contractants, a été postérieurement enregistrée par le Bureau international au nom du même titulaire ou de son ayant cause, l'enregistrement international sera considéré

comme substitué aux enregistrements nationaux antérieurs, sans préjudice des droits acquis par le fait de ces derniers.

Article 5.

Dans les pays où leur législation les y autorise, les Administrations auxquelles le Bureau international notifiera l'enregistrement d'une marque, auront la faculté de déclarer que la protection ne peut être accordée à cette marque sur leur territoire. Un tel refus ne pourra être opposé que dans les conditions qui s'appliqueraient, en vertu de la Convention générale, à une marque déposée à l'enregistrement national.

Elles devront exercer cette faculté dans le délai prévu par leur loi nationale, et, au plus tard, dans l'année de la notification prévue par l'article 3, en indiquant au Bureau international leurs motifs de refus.

Ladite déclaration, ainsi notifiée au Bureau international, sera par lui transmise sans délai à l'Administration du pays d'origine et au propriétaire de la marque. L'intéressé aura les mêmes moyens de recours que si la marque avait été par lui directement déposée dans le pays où la protection est refusée.

Article 5*bis*.

Le Bureau international délivrera à toute personne qui en fera la demande, moyennant une taxe fixée par le Règlement d'exécution, une copie des mentions inscrites dans le Registre relativement à une marque déterminée.

Article 6.

La protection résultant de l'enregistrement au Bureau international durera 20 ans à partir de cet enregistrement, mais ne pourra être invoquée en faveur d'une marque qui ne jouirait plus de la protection légale dans le pays d'origine.

Article 7.

L'enregistrement pourra toujours être renouvelé suivant les prescriptions des articles 1 et 3.

Six mois avant l'expiration du terme de protection, le Bureau international donnera un avis officieux à l'Administration du pays d'origine et au propriétaire de la marque.

Article 8.

L'administration du pays d'origine fixera à son gré, et percevra à son profit, une taxe qu'elle réclamera du propriétaire de la marque dont l'enregistrement international est demandé. A cette taxe s'ajoutera un émolument international de cent francs pour la première marque, et de cinquante francs pour chacune des marques suivantes, déposées en même temps par le même propriétaire. Le produit annuel de cette taxe sera réparti par parts égales entre les pays contractants par les soins du Bureau international, après déduction des frais communs nécessités par l'exécution de cet Arrangement.

Article 8*bis*.

Le propriétaire d'une marque internationale peut toujours renoncer à la protection dans un ou plusieurs des pays contractants, au moyen d'une déclaration remise à l'Administration du pays d'origine de la marque, pour être communiquée au Bureau international, qui la notifiera aux pays que cette renonciation concerne.

Article 9.

L'Administration du pays d'origine notifiera au Bureau international les annulations, radiations, renonciations, transmissions et autres changements qui se produiront dans la propriété de la marque.

Le Bureau international enregistrera ces changements, les notifiera aux Administrations des pays contractants, et les publiera aussitôt dans son journal.

On procédera de même lorsque le propriétaire de la marque demandera à réduire la liste des produits auxquels elle s'applique.

L'addition ultérieure d'un nouveau produit à la liste ne peut être obtenue que par un nouveau dépôt effectué conformément aux prescriptions de l'article 3. A l'addition est assimilée la substitution d'un produit à un autre.

Article 9*bis*.

Lorsqu'une marque inscrite dans le Registre international sera transmise à une personne établie dans un pays contrac-

tant autre que le pays d'origine de la marque, la transmission sera notifiée au Bureau international par l'Administration de ce même pays d'origine. Le Bureau international enregistrera la transmission et, après avoir reçu l'assentiment de l'Administration à laquelle ressortit le nouveau titulaire, il la notifiera aux autres Administrations et la publiera dans son journal.

La présente disposition n'a point pour effet de modifier les législations des pays contractants qui prohibent la transmission de la marque sans la cession simultanée de l'établissement industriel ou commercial dont elle distingue les produits.

Nulle transmission de marque inscrite dans le Registre international, faite au profit d'une personne non établie dans l'un des pays contractants, ne sera enregistrée.

Article 10.

Les Administrations règleront d'un commun accord les détails relatifs à l'exécution du présent Arrangement.

Article 11.

Les pays de l'Union pour la protection de la propriété industrielle qui n'ont pas pris part au présent Arrangement seront admis à y adhérer sur leur demande, et dans la forme prescrite par la Convention générale.

Dès que le Bureau international sera informé qu'un pays ou une de ses colonies a adhéré au présent Arrangement, il adressera à l'Administration de ce pays, conformément à l'article 3, une notification collective des marques qui, à ce moment, jouissent de la protection internationale.

Cette notification assurera, par elle-même, auxdites marques le bénéfice des précédentes dispositions sur le territoire du pays adhérent, et fera courir le délai d'un an pendant lequel l'Administration intéressée peut faire la déclaration prévue par l'article 5.

Article 12.

Le présent Arrangement sera ratifié, et les ratifications en seront déposées à Washington au plus tard le 1er avril 1913.

Il entrera en vigueur un mois à partir de l'expiration de ce délai, et aura la même force et durée que la Convention générale.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Arrangement.

Fait à Washington, en un seul exemplaire, le deux juin 1911.

Pour l'Autriche et pour la Hongrie:

L. Baron de Hengelmueller, Ambassadeur d'Autriche-Hongrie.

Pour l'Autriche:

Dr. Paul Chevalier Beck de Mannagetta et Lerchenau, Chef de Section et Président de l'Office I. R. des Brevets d'invention.

Pour la Hongrie:

Elemér de Pompéry, Conseiller ministériel à l'Office Royal hongrois des Brevets d'invention.

Pour la Belgique:

J. Brunet.
Georges de Ro.
Capitaine.

Pour le Brésil:

R. de Lima e Silva.

Pour Cuba:

Antonio Martin Rivero.

Pour l'Espagne:

Juan Riaño y Gayangos.
J. Florez Posada.

Pour la France:

Pierre Lefèvre-Pontalis.
G. Breton.
Michel Pelletier.
Georges Maillard.

Pour l'Italie:

Lazzaro Negrotto Cambiaso.
Emilio Venezian.
G. B. Ceccato.

Pour le Mexique:

J. de las Fuentes.

Pour les Pays Bas:

Snijder van Wissenkerke.

Pour le Portugal:

J. F. H. M. da Franca, Vte. d'Alte.

Pour la Suisse:

P. Ritter.
W. Kraft.
Henri Martin.

Pour la Tunisie:

E. de Peretti de la Rocca.

VERTALING.

UNIE-VERDRAG VAN PARIJS

van den 20sten Maart 1883 tot bescherming van den industrieelen eigendom, herzien te Brussel, den 14den December 1900 en te Washington, den 2den Juni 1911.

Zijne Majesteit de Keizer van Duitschland, Koning van Pruisen, in naam van het Duitsche Keizerrijk; Zijne Majesteit de Keizer van Oostenrijk, Koning van Bohemen, enz. en Apostolisch Koning van Hongarije, voor Oostenrijk en voor Hongarije; Zijne Majesteit de Koning der Belgen; de President der Vereenigde Staten van Brazilië; de President der Republiek Cuba; Zijne Majesteit de Koning van Denemarken; de President der Dominicaansche Republiek; Zijne Majesteit de Koning van Spanje; de President der Vereenigde Staten van Amerika; de President der Fransche Republiek; Zijne Majesteit de Koning van het Vereenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Ierland en de Britsche overzeesche landen, Keizer van Indië; Zijne Majesteit de Koning van Italië; Zijne Majesteit de Keizer van Japan; de President der Vereenigde Staten van Mexico; Zijne Majesteit de Koning van Noorwegen; Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden; de President der voorloopige regeering van de Republiek Portugal; Zijne Majesteit de Koning van Zweden; de Bondsraad van den Zwitserschen Bond; de Regeering van Tunis,

het dienstig geoordeeld hebbende het internationale verdrag van den 20sten Maart 1883 tot het in het leven roepen van eene internationale unie tot bescherming van den industrieelen eigendom, herzien te Brussel den 14den December 1900, in eenige opzichten te wijzigen en aan te vullen, hebben tot Hunne gevolmachtigden benoemd, te weten :

Zijne Majesteit de Keizer van Duitschland, Koning van pruisen:

den heer dr. HANIEL VON HAIMHAUSEN, Raad der Ambassade van Zijne Majesteit den Keizer van Duitschland te Washington;

den heer ROBOLSKI, Opper Regeeringsraad, Raad-Rapporteur aan het Keizerlijk Departement van Binnenlandsche Zaken;

den heer prof. dr. ALBERT OSTERRIETH;

Zijne Majesteit de Keizer van Oostenrijk, Koning van Bohemen, enz. en Apostolisch Koning van Hongarije:

voor Oostenrijk en voor Hongarije:

Zijne Excellentie baron LADISLAS HENGELMUELLER VON HENGERVÁR, Hoogstdeszelfs Geheimraad en Buitengewoon en Gevolmachtigd Ambassadeur te Washington;

voor Oostenrijk:

Zijne Excellentie dr. PAUL ridder BECK VON MANNAGETTA EN LERCHENAU, Hoogstdeszelfs Geheimraad, Afdeelingschef aan het Keizerlijk Koninklijk Ministerie van Publieke Werken en President van het Keizerlijk Koninklijk Bureau voor Octrooien van uitvinding;

voor Hongarije:

den heer ELEMÉR VON POMPÉRY, Ministeriaal-Raad aan het Koninklijk Hongaarsch Bureau van Octrooien van uitvinding;

Zijne Majesteit de Koning der Belgen:

den heer JULES BRUNET, Directeur-Generaal aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken;

den heer GEORGES DE RO, Plaatsvervangend Lid van den Senaat, Gedelegeerde van België ter Conferentiën voor de bescherming van den industrieelen eigendom van Madrid en van Brussel;

den heer ALBERT CAPITAINE, Advocaat bij het Hof van Appel te Luik;

de President der Vereenigde Staten van Brazilië:

den heer R. de Lima e Silva, Zaakgelastigde der Vereenigde Staten van Brazilië te Washington;

de President der Republiek Cuba:

Zijne Excellentie den heer de Rivero, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Cuba te Washington;

Zijne Majesteit de Koning van Denemarken:

de heer Martin J. C. F. Clan, Consul-Generaal van Denemarken te New-York;

de President der Dominicaansche Republiek:

Zijne Excellentie den heer Emilio C. Joubert, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister der Dominicaansche Republiek te Washington;

Zijne Majesteit de Koning van Spanje:

Zijne Excellentie Don Juan Riano y Gayangos, Hoogstdeszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister te Washington;

Zijne Excellentie Don Juan Florez Posada, Directeur der School voor ingenieurs te Madrid;

de President der Vereenigde Staten van Amerika:

den heer Edward Bruce Moore, Commissioner of Patents;

den heer Frederick P. Fish, Advocaat bij het Hoog Gerechtshof der Vereenigde Staten en bij het Hoog Gerechtshof van den Staat New-York;

den heer Charles H. Duell, oud-Commissaris der Octrooien, oud-Rechter in het Hof van Appel van het District Columbia, Advocaat bij het Hoog Gerechtshof der Vereenigde Staten en bij het Hoog Gerechtshof van den Staat New-York;

den heer Robert H. Parkinson, Advocaat bij het Hoog Gerechtshof der Vereenigde Staten en bij het Hoog Gerechtshof van den Staat Illinois;

den heer Melville Church, Advocaat bij het Hoog Gerechtshof der Vereenigde Staten;

de President der Fransche Republiek:

de heer Lefèvre-Pontalis, Raad van de Ambassade der Fransche Republiek te Washington;

de heer Georges Breton, Directeur van het Nationaal Bureau voor den Industrieelen eigendom;

den heer Michel Pelletier, Advocaat bij het Hof van Appel te Parijs, Gedelegeerde ter Conferentiën voor de bescherming van den industrieelen eigendom van Rome, van Madrid en van Brussel;

den heer Georges Maillard, Advocaat bij het Hof van Appel te Parijs;

Zijne Majesteit de Koning van het Vereenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Ierland en de Britsche overzeesche landen, Keizer van Indië:

de heer Alfred Mitchhel Innes, Raad van de Ambassade van Zijne Britsche Majesteit te Washington;

Sir Alfred Bateman, K. C. M. G., Oud-Controleur-Generaal van Handel, Arbeid en Statistiek;

den heer W. Temple Franks, Controleur-Generaal van Patenten, Teekeningen en Handelsmerken;

Zijne Majesteit de Koning van Italië:

Nob. Lazarro dei Marchesi Negrotto Cambiaso, Raad van de Ambassade van Zijne Majesteit den Koning van Italië te Washington;

de heer Emilio Venezian, Ingenieur, Inspecteur aan het Ministerie van Landbouw, Handel en Nijverheid;

de heer dr. Giovanni Battista Ceccato Handels-attaché, bij de Ambassade van Zijne Majesteit den Koning van Italië te Washington;

Zijne Majesteit de Keizer van Japan:

de heer K. Matsui, Raad der Ambassade van Zijne Majesteit den Keizer van Japan te Washington;

den heer Morio Nakamatsu, Directeur van het Bureau voor Octrooien;

de President der Vereenigde Staten van Mexico:

den heer José DE LAS FUENTES, Ingenieur, Directeur van het Bureau van Octrooien;

Zijne Majesteit de Koning van Noorwegen:

den heer L. AUBERT, Gezantschapssecretaris van Zijne Majesteit den Koning van Noorwegen te Washington;

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden:

den heer mr. F. W. J. G. SNIJDER VAN WISSENKERKE, Directeur van het Bureau voor den Industrieelen Eigendom, Raad-Adviseur aan het Ministerie van Justitie;

de President der voorloopige Regeering van de Republiek Portugal:

Zijne Excellentie burggraaf DE ALTE, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Portugal te Washington;

Zijne Majesteit de Koning van Zweden:

Zijne Excellentie graaf ALBERT EHRENSVÄRD, Hoogstdeszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister te Washington;

de Bondsraad van den Zwitserschen Bond:

Zijne Excellentie den heer PAUL RITTER, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Zwitserland te Washington;

den heer W. KRAFT, Adjunct-Directeur van het Bonds-Bureau voor den intellectueelen eigendom te Bern;

den heer HENRI MARTIN, Secretaris van het Zwitsersche gezantschap te Washington;

de President der Fransche Republiek, voor Tunis:

de heer DE PERETTI DE LA ROCCA, Eerste Secretaris der Ambassade van de Fransche Republiek te Washington,

die, na elkander hunne volmachten vertoond te hebben, en deze over en weer in goeden en behoorlijken vorm bevonden te hebben, zijn overeengekomen als volgt:

Artikel 1.

De contracteerende landen vormen eene Unie tot beschermingvan de n Industrieelen eigendom.

Artikel 2.

De onderdanen of burgers van elk der contracteerende landen zullen in alle andere landen der Unie, voor wat betreft de octrooien van uitvinding, de gebruiksmodellen, de teekeningen of modellen van nijverheid, de fabrieks- of handelsmerken, den handelsnaam, de aanduidingen van herkomst, het tegengaan van de oneerlijke mededinging, de voordeelen genieten, welke de onderscheidene wetten thans aan de nationalen toekennen of in het vervolg zullen toekennen.

Dientengevolge zullen zij dezelfde bescherming hebben als deze en hetzelfde wettelijk verhaal tegen elke inbreuk op hunne rechten, mits zij de voorwaarden en formaliteiten nakomen, aan de nationalen opgelegd. Geene verplichting omtrent woonplaats of inrichting in het land, waar de bescherming wordt verzocht, kan aan hen, die tot de Unie behooren, worden opgelegd.

Artikel 3.

Met de onderdanen of burgers der contracteerende landen worden gelijkgesteld de onderdanen of burgers van landen, welke niet deel uitmaken der Unie, die op het grondgebied van een der landen van de Unie woonplaats hebben of inrichtingen van nijverheid of handel, in werkelijkheid opgericht en gebruikt tot het uitoefenen van nijverheid of handel.

Artikel 4.

a. Hij, die op regelmatige wijze een aanvraag om octrooi van uitvinding, een gebruiksmodel, een teekening of model van nijverheid of een fabrieks- of handelsmerk in een der contracteerende landen heeft gedeponeerd, of zijn rechtverkrijgende, zal, onder voorbehoud der rechten van derden, gedurende de hierna te bepalen termijnen een recht van voorrang hebben voor het depôt in de andere landen.

b. Dientengevolge zal het, vóór het verstrijken dier termijnen, in een der andere landen der Unie later verrichte depôt niet krachteloos kunnen gemaakt worden, door feiten, die inmiddels hebben plaats gehad, met name door een ander depôt, door het bekend maken der uitvinding of hare toepassing, door het te koop stellen van exemplaren van de teekening of het model, door gebruik van het merk.

c. De hiervoor vermelde termijnen van voorrang zijn twaalf maanden voor de octrooien van uitvindingen en de gebruiksmodellen, en vier maanden voor de teekeningen en modellen van nijverheid en voor de fabrieks- of handelsmerken.

d. Wie zich wil beroepen op den voorrang van een vroeger depôt, is gehouden eene verklaring in te leveren, aanwijzende den dag en het land van dat depôt. Elk land bepaalt, op welk tijdstip deze verklaring op zijn laatst moet worden gedaan. Deze aanwijzingen worden vermeld in de bekendmakingen vanwege de bevoegde administratie, met name in de octrooien en de daartoe betrekkelijke beschrijvingen. De contracteerende landen kunnen van hem, die een verklaring van voorrang doet, de overlegging eischen van een afschrift der vroeger gedane aanvraag (beschrijving, teekeningen, enz.), voor overeenkomstig de oorspronkelijke gewaarmerkt door de administratie, die haar ontving. Dit afschrift is vrijgesteld van elke legalisatie. Gevorderd kan worden dat het vergezeld zij van eene verklaring omtrent den dag van het depôt, afgegeven door die administratie, en van een vertaling. Andere formaliteiten mogen op het oogenblik van het depôt der aanvraag niet voor de verklaring van voorrang worden gevorderd. Elk contracteerend land stelt de gevolgen vast van het verzuim der formaliteiten, door dit artikel voorgeschreven, zonder dat deze gevolgen verder kunnen reiken, dan het verlies van het recht van voorrang.

e. Later kunnen andere bewijzen worden gevraagd.

Artikel 4*bis*.

De octrooien, aangevraagd in de verschillende contracteerende landen door personen, die ingevolge het bepaalde in de artt. 2 en 3 kunnen genieten van de voordeelen van het verdrag, zullen onafhankelijk zijn van de octrooien voor dezelfde vinding verkregen in de andere landen, onverschillig of deze al dan niet tot de Unie zijn toegetreden.

Deze bepaling moet volstrekt worden opgevat, met name in dezen zin, dat de octrooien, aangevraagd gedurende den termijn van voorrang onafhankelijk zijn, zoowel uit een oog-

punt van redenen van nietigheid en verval, als uit een oogpunt van gewonen duur.

Zij is van toepassing op alle octrooien, bestaande op het tijdstip, waarop zij in werking treedt.

Dezelfde regel geldt, in geval van toetreding van nieuwe landen, voor de octrooien over en weer bestaande op het oogenblik der toetreding.

Artikel 5.

De invoer door den octrooihouder in het land, waar het octrooi werd verleend, van voorwerpen, vervaardigd in een of ander land der Unie, zal het octrooi niet doen vervallen.

Niettemin blijft de octrooihouder onderworpen aan de verplichting zijn octrooi toe te passen overeenkomstig de wetten van het land, waar hij de geoctrooieerde voorwerpen invoert, maar onder voorbehoud, dat het octrooi niet vervallen kan worden verklaard op grond van niet-toepassing in één der landen van de Unie dan na verloop van drie jaren, gerekend van het depôt der aanvrage in dat land, en alleen in geval de octrooihouder niet zijn stilzitten kan rechtvaardigen.

Artikel 6.

Elk fabrieks- of handelsmerk, dat op regelmatige wijze in het land van oorsprong is ingeschreven, zal in de andere landen der Unie tot het depôt toegelaten en zooals het is beschermd worden.

Echter kunnen worden geweigerd of nietig verklaard:

1º de merken, die van dien aard zijn, dat zij inbreuk kunnen maken op rechten, door derden verkregen in het land, waar de bescherming wordt gevraagd;

2º de merken, die elk onderscheidend kenmerk missen of wel uitsluitend bestaan uit teekens of aanwijzingen, welke in den handel kunnen dienen tot aanduiding van de soort, de hoedanigheid, de hoeveelheid, de bestemming, de waarde, de plaats van herkomst der waren of het tijdstip van voortbrenging of gebruikelijk zijn geworden in de gangbare taal of de rechtmatige en vaststaande gewoonten van den handel in het land, waar de bescherming wordt gevraagd.

Bij de beoordeeling van het onderscheidend kenmerk van een merk moet rekening worden gehouden met al de feitelijke omstandigheden, met namen met den duur van het gebruik van het merk;

3º de merken, die strijdig zijn met de zedelijkheid of de openbare orde.

Als land van oorsprong zal beschouwd worden het land, waar de inzender zijn voornaamste inrichting heeft.

Indien de voornaamste inrichting niet in een der landen van de Unie gevestigd is, zal het land waartoe de inzender behoort, als het land van oorsprong worden beschouwd.

Artikel 7.

De aard van het voortbrengsel, waarop het fabrieks- of handelsmerk moet worden geplaatst, kan in geen geval een beletsel tegen het depôt van het merk opleveren.

Artikel 7*bis*.

De contracteerende landen verbinden zich tot het depôt toe te laten en te beschermen de merken, die aan gemeenschappen toebehooren, welker bestaan niet strijdig is met de wet van het land van oorsprong, zelfs al bezitten deze gemeenschappen niet een inrichting van nijverheid of handel.

Evenwel zal elk land vrij zijn in het stellen van bijzondere voorwaarden, waaronder een gemeenschap kan worden toegelaten tot het doen beschermen van hare merken.

Artikel 8.

De handelsnaam zal in alle landen der Unie, zonder verplichting van depôt, beschermd worden, onverschillig of die naam deel uitmaakt van een fabrieks- of handelsmerk of niet.

Artikel 9.

Elk voortbrengsel, dat onrechtmatig van een fabrieks- of handelsmerk, of van een handelsnaam voorzien is, zal in beslag genomen worden bij den invoer in die landen der Unie, waar dat merk of die naam aanspraak hebben op wettelijke bescherming.

Indien de wetgeving van een land niet de inbeslagneming

bij den invoer toelaat, zal een verbod van invoer in de plaats treden voor de inbeslagneming.

De inbeslagneming zal eveneens plaats hebben in het land, waar het voortbrengsel op ongeoorloofde wijze van een merk of een handelsnaam is voorzien of waar het werd ingevoerd.

De inbeslagneming zal plaats hebben ten verzoeke òf van het openbaar ministerie òf van elke andere bevoegde macht, òf van de belanghebbende partij, hetzij particulier of vereeniging, overeenkomstig de binnenlandsche wetgeving van elk land.

De autoriteiten zullen niet tot inbeslagneming gehouden zijn ingeval van doorvoer.

Indien de wetgeving van een land noch de inbeslagneming bij invoer, noch een verbod van invoer, noch de inbeslagneming in het land zelf toelaat, zullen deze maatregelen worden vervangen door de handelingen en middelen, welke de wet van dat land in gelijk geval aan de nationalen verzekert.

Artikel 10.

De bepalingen van het voorgaand artikel zullen toepasselijk zijn op elk voortbrengsel, dat valschelijk, ter aanduiding van herkomst, van den naam eener bepaalde plaats voorzien is, wanneer die aanduiding vergezeld gaat van een handelsnaam, die verdicht of met een bedriegelijke bedoeling aan een ander ontleend is.

Als belanghebbende partij wordt beschouwd ieder voortbrengen, fabrikant of koopman, die zich met de voortbrenging of bewerking van dat voortbrengsel of den handel daarin bezig houdt en gevestigd is hetzij in de plaats, welke valschelijk als plaats van herkomst is opgegeven, hetzij in de landstreek, waarin deze plaats is gelegen.

Artikel 10*bis*.

Alle contracteerende landen verbinden zich aan hen, die tot de Unie behooren, een werkelijke bescherming te verzekeren tegen de oneerlijke mededinging.

Artikel 11.

De contracteerende landen zullen aan de voor octrooi vatbare uitvindingen, de gebruiksmodellen, de teekeningen of modellen van nijverheid en de fabrieks- of handelsmerken,

die betrekking hebben op de voortbrengselen, welke op de officieele of officieel erkende internationale tentoonstellingen, in een dier landen gehouden, zullen worden ten toon gesteld, een tijdelijke bescherming verleenen overeenkomstig hunne binnenlandsche wetgeving.

Artikel 12.

Elk der contracteerende landen verbindt zich tot het inrichten van een bijzonderen dienst van den industrieelen eigendom en een centrale bewaarplaats, ten einde openbare mededeeling te doen van de octrooien van uitvinding, de gebruiksmodellen, de teekeningen of modellen van nijverheid en de fabrieks- of handelsmerken.

Deze dienst zal, voor zooverre mogelijk, een regelmatig verschijnend officieel blad uitgeven.

Artikel 13.

Het internationaal bureau, te Bern opgericht onder den naam van Internationaal Bureau tot bescherming van den industrieelen eigendom, is geplaatst onder het hoog gezag der Regeering van den Zwitserschen Bond, die daarvan de inrichting regelt en toeziet op zijne werking.

Het Internationaal Bureau zal allerlei inlichtingen betreffende de bescherming van den industrieelen eigendom verzamelen en in eene algemeene statistiek vereenigen, welke aan alle administratiën zal worden rondgedeeld. Het zal bestudeeren wat van gemeenschappelijk nut en belang voor de Unie is, en, met behulp van de bescheiden, welke door de verschillende Administratiën te zijner beschikking zullen worden gesteld, een regelmatig verschijnend blad in de Fransche taal samenstellen over de vragen, die het doel der Unie raken.

De nummers van dit blad, evenzeer als alle bescheiden door het Internationaal Bureau uitgegeven, zullen tusschen de Administratiën der tot de Unie behoorende landen worden verdeeld naar evenredigheid van het aantal der hieronder vermelde eenheden. De exemplaren en bescheiden, welke bovendien mochten worden aangevraagd, hetzij door de genoemde Administratiën, hetzij door vereenigingen of bijzondere personen, zullen afzonderlijk worden betaald.

Het Internationaal Bureau zal zich te allen tijde ter be-

schikking van de leden der Unie moeten houden, ten einde hun over de vragen betreffende den internationalen dienst van den industrieelen eigendom de bijzondere inlichtingen te geven, welke zij noodig zouden kunnen hebben. Het zal omtrent zijn werking een jaarlijksch verslag uitbrengen, dat aan al de leden der Unie zal worden medegedeeld.

De officieele taal van het Internationaal Bureau zal de Fransche taal zijn.

De uitgaven van het Internationaal Bureau zullen gemeenschappelijk door de contracteerende landen worden gedragen. Zij zullen in geen geval het bedrag van 60 000 francs per jaar te boven gaan.

Ten einde het aandeel van elk der landen in dat totaal bedrag der kosten te bepalen, zullen de contracteerende landen en die, welke zich later bij de Unie mochten aansluiten, worden verdeeld in zes klassen, die ieder in evenredigheid van een zeker aantal eenheden bijdragen, te weten :

1ste klasse	25	eenheden.
2de ,,	20	,,
3de ,,	15	,,
4de ,,	10	,,
5de ,,	5	,,
6de ,,	3	,,

Deze coëfficienten zullen vermenigvuldigd worden met het getal landen van iedere klasse, en de som der aldus verkregen producten zal het getal eenheden opleveren, waardoor het totaal der uitgaven gedeeld moet worden. De uitkomst zal het bedrag der eenheid van kosten uitmaken.

Elk der contracteerende landen zal bij zijne toetreding de klasse aanwijzen, waarin het wenscht te worden gerangschikt.

De Regeering van den Zwitserschen Bond zal op de uitgaven van het Internationaal Bureau toezien, de noodige voorschotten doen en de jaarlijksche rekening opmaken, die aan alle andere Administratiën zal worden medegedeeld.

Artikel 14.

Het tegenwoordige verdrag zal aan geregelde herzieningen worden onderworpen, ten einde daarin de verbeteringen aan

te brengen, die kunnen strekken tot volmaking van het stelsel der Unie.

Te dien einde zullen achtereenvolgens in een der contracteerende landen bijeenkomsten van de afgevaardigden dier landen plaats hebben.

De administratie van het land, waar de bijeenkomst zitting moet houden, zal, met medewerking van het Internationaal Bureau, het werk dier bijeenkomst voorbereiden.

De directeur van het Internationaal Bureau zal de zittingen der bijeenkomsten bijwonen, en aan de beraadslagingen deelnemen zonder recht van stemming.

Artikel 15.

Er is overeengekomen, dat de contracteerende landen zich wederkeerig het recht voorbehouden afzonderlijk onderling bijzondere schikkingen te treffen tot bescherming van den industrieelen eigendom, voor zoover deze schikkingen niet in strijd zijn met de bepalingen van het tegenwoordige verdrag.

Artikel 16.

De landen, die aan het tegenwoordige verdrag geen deel hebben genomen, zullen op hun verzoek daartoe mogen toetreden.

Deze toetreding zal langs diplomatieken weg ter kennis der Regeering van den Zwitserschen Bond en door dezen ter kennis van alle andere Regeeringen worden gebracht.

Zij zal medebrengen volledige toetreding tot alle bepalingen en volledige toelating tot alle voordeelen, bij het tegenwoordige verdrag bedongen, en zal beginnen te werken een maand na de toezending van de kennisgeving door de Regeering van den Zwitserschen Bond aan de andere landen der Unie, tenzij het toetredend land een later tijdstip mocht hebben bepaald.

Artikel 16*bis*.

De contracteerende landen hebben het recht te allen tijde tot het tegenwoordige verdrag toe te treden voor hunne koloniën, bezittingen en afhankelijke gebieden en protectoraten of voor eenige van deze.

Te dien einde kunnen zij òf eene algemeene verklaring

indienen, waardoor àl hunne koloniën, bezittingen, afhankelijke gebieden en protectoraten in de toetreding zijn begrepen, òf zich bepalen tot de aanwijzing van die, welke ervan zijn uitgesloten.

Deze verklaring zal schriftelijk ter kennis der Regeering van den Zwitserschen Bond en door dezen ter kennis van alle andere Regeeringen worden gebracht.

De contracteerende landen zullen onder dezelfde voorwaarden het verdrag kunnen opzeggen voor hunne koloniën, bezittingen, afhankelijke gebieden en protectoraten of voor eenige van deze.

Artikel 17.

De uitvoering der wederkeerige verbintenissen in het tegenwoordige verdrag vervat, is, voor zooveel noodig, afhankelijk van de vervulling der formaliteiten en regelen, vastgesteld door de Staatswetten van die der contracteerende landen, welke gehouden zijn de toepassing daarvan uit te lokken, waaraan zij beloven binnen den kortst mogelijken tijd te voldoen.

Artikel 17*bis*.

Het verdrag zal gedurende onbepaalden tijd van kracht blijven, totdat een jaar zal zijn verstreken sedert den dag, waarop het zal zijn opgezegd.

Deze opzegging zal worden gericht tot de Regeering van den Zwitserschen Bond. Zij zal alleen werken met betrekking tot het land, dat haar zal hebben gedaan, blijvende het verdrag verbindend voor de andere contracteerende landen.

Artikel 18.

De tegenwoordige Akte zal worden bekrachtigd, en de akten van bekrachtiging zullen worden nedergelegd te Washington, uiterlijk den eersten April 1913. Zij zal worden ten uitvoer gelegd, tusschen de landen, die haar zullen hebben bekrachtigd, eene maand na het verstrijken van dien termijn.

Deze akte zal met haar slotprotocol, voor de betrekkingen tusschen de landen, die haar zullen hebben bekrachtigd, vervangen het verdrag van Parijs van 20 Maart 1883; het bij

die akte behoorende slotprotocol; het protocol van Madrid van 15 April 1891, betreffende de vaststelling der inkomsten van het Internationaal Bureau, en de additioneele Akte van Brussel van 14 December 1900. Evenwel zullen de genoemde akten van kracht blijven voor de betrekkingen met de landen die de tegenwoordige Akte niet zullen hebben bekrachtigd.

Artikel 19.

De tegenwoordige Akte zal worden geteekend in een enkel exemplaar, hetwelk zal worden neergelegd in het archief der Regeering van de Vereenigde Staten. Een gewaarmerkt afschrift zal door de Regeering worden gezonden aan de Regeeringen van alle Unie-landen.

Ten blijke waarvan de wederzijdsche gevolmachtigden de tegenwoordige Akte hebben geteekend.

Gedaan te Washington in een enkel exemplaar, den 2den Juni 1911.

Voor Duitschland:

Haniel von Haimhausen.
H. Robolski.
Albert Osterrieth.

Voor Oostenrijk en voor Hongarije:

Baron de Hengelmueller, Ambassadeur van Oostenrijk-Hongarije.

Voor Oostenrijk:

dr. Paul ridder Beck de Mannagetta et Lerchenau, Afdeelingschef en President van het K. K. Bureau voor octrooien van uitvinding.

Voor Hongarije:

Elemér de Pompéry, Ministeriaal-Raad aan het Koninklijk Hongaarsch Bureau voor octrooien van uitvinding.

Voor België:

J. Brunet.
Georges de Ro.
Capitaine.

Voor Brazilië:

R. de Lima e Silva.

Voor Cuba:

Antonio Martin Rivero.

Voor Denemarken:

J. Clan.

Voor de Dominicaansche Republiek:

Emilio C. Joubert.

Voor Spanje:

Juan Riaño y Gayangos.
J. Florez Posada.

Voor de Vereenigde Staten van Amerika:

Edward Bruce Moore.
Frederick P. Fish.
Melville Church.
Robt. H. Parkinson.
Charles H. Duell.

Voor Frankrijk:

Pierre Lefèvre-Pontalis.
G. Breton.
Michel Pelletier.
Georges Maillard.

Voor Groot-Britannië:

A. Mitchell Innes.
A. E. Bateman.
W. Temple Franks.

Voor Italië:

Lazarro Negrotto Cambiaso.
Emilio Venezian.
G. B. Ceccato.

Voor Japan:

K. Matsui.
Morio Nakamatsu.

Voor de Vereenigde Staten van Mexico:

J. de las Fuentes.

Voor Noorwegen:

Ludwig Aubert.

Voor Nederland:

Snijder van Wissenkerke.

Voor Portugal:

J. F. H. M. da Franca, Vte. d'Alte.

Voor Zweden:

Albert Ehrensvärd.

Voor Zwitserland:

P. Ritter.
W. Kraft.
Henri Martin.

Voor Tunis:

E. de Peretti de la Rocca.

VERTALING.

Slotprotocol.

Op het oogenblik, waarop wordt overgegaan tot de onderteekening van de Akte heden ten dage gesloten, zijn de ondergeteekende gevolmachtigden overeengekomen als volgt:

Ad artikel 1.

De woorden ,,industrieele eigendom" moeten in hunne ruimste beteekenis worden opgevat; zij strekken zich uit tot elke voortbrenging op het gebied der landbouwnijverheid (wijnen, granen, vruchten, vee, enz.) en der mijnbouwnijverheid (mineralen, minerale wateren, enz.).

Ad artikel 2.

a. Onder de benaming octrooien van uitvinding zijn begrepen de verschillende soorten van nijverheidsoctrooien, die in de wetgevingen der contracteerende landen erkend zijn, zooals octrooien van invoer, verbeteringsoctrooien, enz., zoowel voor de werkwijzen als voor de voortbrengselen.

b. Er is overeengekomen, dat de bepaling van art. 2, welke hen, die tot de Unie behooren, vrijstelt van de verplichting omtrent woonplaats en inrichting, een verklarend karakter heeft en bijgevolg moet worden toegepast op alle rechten ontstaan uit het verdrag van den 20sten Maart 1883, vóór het in werking treden van de tegenwoordige Akte.

c. Er is overeengekomen, dat de bepalingen van art. 2 geenerlei afbreuk doen aan de wetgeving van elk der contracteerende landen, voor wat betreft de rechtspleging, die voor de rechterlijke colleges gevolgd wordt, en de bevoegdheid dier colleges en de keuze van woonplaats of het stellen van een gemachtigde, gevorderd door de wetten op de octrooien, de gebruiksmodellen, de merken, enz.

Ad artikel 4.

Er is overeengekomen, dat, indien een teekening of model

van nijverheid in een land zal zijn gedeponeerd krachtens een recht van voorrang, hetwelk is gegrond op het depôt van een gebruiksmodel, de termijn van voorrang geen andere zal zijn dan die, welken artikel 4 heeft bepaald voor de teekeningen en modellen van nijverheid.

Ad artikel 6.

Er is overeengekomen, dat de bepaling van het eerste lid van artikel 6 niet het recht uitsluit van den inzender een door de bevoegde macht afgegeven verklaring te eischen van regelmatige inschrijving.

Er is overeengekomen, dat het niet door de bevoegde machten veroorloofde gebruik van openbare wapens, waardigheidsteekens of ridderorden, of het gebruik van officieele, door een land der Unie aangenomen teekens en stempels van contrôle en van waarborg kan worden beschouwd als strijdig met de openbare orde in den zin van nº 3 van art. 6.

Evenwel zullen niet als strijdig met de openbare orde worden beschouwd de merken, welke met de toestemming der bevoegde machten de afbeelding bevatten van openbare wapens, ridderorden of waardigheidsteekens.

Er is overeengekomen, dat een merk niet als strijdig met de openbare orde zal kunnen worden beschouwd om de enkele reden, dat het niet in overeenstemming is met eenige bepaling der wetgeving op de merken, behalve in het geval deze bepaling zelve de openbare orde betreft.

Het tegenwoordige slotprotocol, hetwelk zal worden bekrachtigd te zelfder tijd als de Akte heden ten dage gesloten, zal beschouwd worden een onafscheidelijk deel van deze Akte uit te maken, en zal dezelfde kracht, waarde en duur hebben.

Ten blijke waarvan de wederzijdsche gevolmachtigden het tegenwoordig protocol hebben geteekend.

Gedaan te Washington in een enkel exemplaar, den 2den Juni 1911.

Haniel von Haimhausen.
H. Robolski.
Albert Osterrieth.

baron DE HENGELMUELLER, Ambassadeur van Oostenrijk-Hongarije;

dr. PAUL ridder BECK DE MANNAGETTA ET LERCHENAU, Afdeelingschef en President van het K. K. Bureau voor octrooien van uitvinding.

ELEMÉR DE POMPÉRY, Ministeriaal-Raad aan het Koninklijk Hongaarsch Bureau voor octrooien van uitvindiug.

J. BRUNET.
GEORGES DE RO.
CAPITAINE.
R. DE LIMA E SILVA.
ANTONIO MARTIN RIVERO.
J. CLAN.
EMILIO C. JOUBERT.
JUAN RIAÑO Y GAYANGOS.
J. FLOREZ POSADA.
EDWARD BRUCE MOORE.
FREDERICK P. FISH.
MELVILLE CHURCH.
ROBT. H. PARKINSON.
CHARLES H. DUELL.
PIERRE LEFÈVRE-PONTALIS.
G. BRETON.
MICHEL PELLETIER.
GEORGES MAILLARD.
A. MITCHELL INNES.
A. E. BATEMAN.
W. TEMPLE FRANKS.
LAZARRO NEGROTTO CAMBIASO.
EMILIO VENEZIAN.
G. B. CECCATO.
K. MATSUI.
MORIO NAKAMATSU.

J. de las Fuentes.
Ludwig Aubert.
Snijder van Wissenkerke.
J. F. H. M. da Franca, Vte. d'Alte.
Albert Ehrensvärd.
P. Ritter.
W. Kraft.
Henri Martin.
E. de Peretti de la Rocca.

VERTALING.

SCHIKKING VAN MADRID

van den 14den April 1891 voor de internationale inschrijving van fabrieks- of handelsmerken, herzien te Brussel den 14den December 1900 en te Washington den 2den Juni 1911,

gesloten tusschen Oostenrijk, Hongarije, Belgie, Brazilie, Cuba, Spanje, Frankrijk, Italie, Mexico, Nederland, Portugal, Zwitserland en Tunis.

De ondergeteekenden, behoorlijk gemachtigd door hunne wederzijdsche Regeeringen, hebben in gemeen overleg den volgenden tekst vastgesteld, die zal vervangen de schikking geteekend te Madrid den 14den April 1891, en de additioneele akte, geteekend te Brussel, den 14den December 1900, te weten:

Artikel 1.

De onderdanen of burgers van elk der contracteerende landen zullen zich in al de andere landen de bescherming kunnen verzekeren van hunne bij het depôt in het land van oorsprong aangenomen fabrieks- of handelsmerken, door middel van het depôt van gezegde merken bij het Internationaal Bureau te Bern, gedaan door de tusschenkomst van de administratie van het gezegd land van oorsprong.

Artikel 2.

Met de onderdanen of burgers der contracteerende landen worden gelijkgesteld de onderdanen of burgers der niet tot de tegenwoordige schikking toegetreden landen, die, op het grondgebied van de door deze schikking gevormde Unie van beperkten omvang, voldoen aan de voorwaarden, vastgesteld bij artikel 3 van het algemeen verdrag.

Artikel 3.

Het Internationaal Bureau zal de overeenkomstig artikel 1 gedeponeerde merken onmiddellijk inschrijven. Het zal van die inschrijving aan de verschillende Administratiën kennis geven. De ingeschreven merken zullen worden openbaar gemaakt in een door het Internationaal Bureau uitgegeven, regelmatig verschijnend blad, met gebruikmaking van de aanwijzingen, vervat in de aanvraag om inschrijving, en van een door den inzender verstrekt cliché.

Indien de inzender de kleur als onderscheidend kenmerk van zijn merk verlangt, zal hij gehouden zijn:

1º hiervan melding te maken en bij de inzending eene verklaring te voegen, welke de verlangde kleur of vereeniging van kleuren aanwijst;

2º bij zijne aanvrage gekleurde exemplaren van bedoeld merk te voegen, welke zullen worden gehecht aan de kennisgevingen van inschrijving, uitgaande van het Internationaal Bureau. Het aantal dezer exemplaren zal worden bepaald bij het Reglement van uitvoering.

Met het oog op de in de contracteerende landen aan de ingeschreven merken te geven openbaarheid, zal elke Administratie kosteloos van het Internationaal Bureau zooveel exemplaren van de bovenvermelde publicatie ontvangen, als zij zal willen aanvragen. Deze openbaarheid zal in alle contracteerende landen als volkomen voldoende worden beschouwd, en geene andere zal van den inzender knnnen gevorderd worden.

Artikel 4.

Van het tijdstip der aldus op het Internationaal Bureau gedane inschrijving af, zal de bescherming van het merk in elk der contracteerende landen dezelfde zijn als ware dit merk daar rechtstreeks gedeponeerd.

Elk merk, internationaal ingeschreven binnen vier maanden na den dag van het depôt in het land van oorsprong, zal het recht van voorrang genieten, bij artikel 4 van het algemeene verdrag vastgesteld.

Artikel 4*bis*.

Wanneer een merk, reeds gedeponeerd in een of meer der

contracteerende landen, daarna is ingeschreven door het Internationaal Bureau ten name van denzelfden persoon of van diens rechtverkrijgende, zal de internationale inschrijving beschouwd worden als in de plaats te zijn getreden van de vroegere nationale inschrijvingen, zonder afbreuk te doen aan de rechten, door laatstvermelde inschrijvingen verkregen.

Artikel 5.

In de landen, waar hunne wetgeving hen daartoe machtigt, zullen de administraties, aan welke het internationaal bureau van de inschrijving van een merk zal kennis geven, de bevoegdheid hebben te verklaren, dat de bescherming niet op hun grondgebied aan dit merk kan worden verleend. Eene dergelijke weigering zal alleen geoorloofd zijn op grond van omstandigheden die, krachtens het algemeene verdrag, van kracht zouden zijn ten aanzien van een merk, ter nationale inschrijving ingezonden.

Zij zullen van die bevoegdheid behooren gebruik te maken binnen den termijn, door de wet van hun land bepaald, en uiterlijk binnen het jaar na de kennisgeving, bedoeld in art. 3, onder opgave aan het internationaal Bureau van hunne redenen van weigering.

Gezegde verklaring, aldus aan het internationaal Bureau medegedeeld zijnde, zal door hetzelve zonder verwijl worden overgebracht aan de Administratie van het land van oorsprong en aan den eigenaar van het merk. De belanghebbende zal dezelfde middelen van verhaal hebben als ware het merk door hem rechtstreeks gedeponeerd in het land, waar de bescherming wordt geweigerd.

Artikel 5*bis*.

Het internationaal Bureau zal aan ieder, die daartoe aanvrage doet, tegen eene in het reglement van uitvoering bepaalde taks, een afschrift afgeven van de aanteekeningen met betrekking tot een bepaald merk in het register ingeschreven.

Artikel 6.

De bescherming voortvloeiende uit de inschrijving op het internationaal Bureau zal twintig jaren duren van het tijdstip dezer inschrijving af, maar zal niet kunnen worden

ingeroepen ten behoeve van een merk, dat niet meer de wettelijke bescherming in het land van oorsprong mocht genieten.

Artikel 7.

De inschrijving zal steeds kunnen worden vernieuwd volgens de voorschriften van de artt. 1 en 3.

Zes maanden vóór den afloop van den termijn van bescherming zal het internationaal Bureau een officieus bericht geven aan de Administratie van het land van oorsprong en aan den eigenaar van het merk.

Artikel 8.

De Administratie van het land van oorsprong zal naar goedvinden vaststellen en te haren voordeele innen eene taks, welke zij zal vorderen van den eigenaar van het merk, waarvan de internationale inschrijving wordt gevraagd. Deze taks zal worden verhoogd met een internationaal emolument van 100 franken voor het eerste merk en van 50 franken voor elk volgend merk terzelfder tijd en door denzelfden eigenaar ingezonden. De jaarlijksche opbrengst van deze taks zal door de zorgen van het internationaal Bureau in gelijke deelen worden verdeeld onder de contracteerende landen, na aftrek der gemeenschappelijke onkosten door de uitvoering dezer schikking veroorzaakt.

Artikel 8*bis*.

De eigenaar van een internationaal merk kan steeds afstand doen van de bescherming in een of meer der contracteerende landen, door middel van eene verklaring, afgegeven aan de Administratie van het land van oorsprong van het merk, ter mededeeling aan het internationaal Bureau, dat haar ter kennis zal brengen van het land, waarop deze afstand betrekking heeft.

Artikel 9.

De Administratie van het land van oorsprong zal aan het internationaal Bureau kennis geven van elke nietigverklaring, doorhaling, afstand, overdracht en van andere wijzigingen, die zich ten opzichte van den eigendom van het merk zullen voordoen.

Het internationaal Bureau zal deze wijzigingen inschrijven, dezelve mededeelen aan de Administratiën der contracteerende landen en terstond in zijn blad openbaar maken.

Op dezelfde wijze zal worden gehandeld wanneer de eigenaar van het merk mocht vragen de lijst der voortbrengselen waarvoor het merk bestemd is, te beperken.

De latere toevoeging aan de lijst van een nieuw voortbrengsel is niet mogelijk dan door een nieuw depôt, verricht overeenkomstig de voorschriften van art. 3. Met de toevoeging wordt gelijkgesteld de vervanging van een voortbrengsel door een ander.

Artikel 9*bis*.

Indien een in het internationaal register ingeschreven merk mocht worden overgedragen aan een persoon, gevestigd in een ander der contracteerende landen dan het land van oorsprong van het merk, zal de overdracht door de Administratie van dat land van oorsprong ter kennis van het internationaal Bureau worden gebracht. Het internationaal Bureau zal de overdracht inschrijven en, na ontvangst van de toestemming der Administratie, waaronder de nieuwe eigenaar thuis behoort, haar mededeelen aan de andere Administratiën en in zijn blad openbaar maken.

Bovenstaande bepaling heeft niet ten gevolge wijziging der wetgevingen van de contracteerende landen, welke de overdracht van het merk niet toelaten zonder den gelijktijdigen afstand van de inrichting van nijverheid of handel, ter onderscheiding van welker voortbrengselen het merk dient.

Overdracht van een in het internationaal register ingeschreven merk aan een persoon, niet gevestigd in een der contracteerende landen, zal niet worden ingeschreven.

Artikel 10.

De Administratiën zullen in gemeen overleg de bijzonderheden betreffende de uitvoering van de tegenwoordige schikking regelen.

Artikel 11.

De landen der Unie tot bescherming van den industrieelen eigendom, die aan de tegenwoordige schikking geen deel hebben genomen, zullen daartoe op hunne aanvrage mogen

toetreden, in den vorm voorgeschreven bij het algemeene verdrag.

Zoodra aan het internationaal Bureau zal zijn bericht, dat een land of een van diens koloniën, tot de tegenwoordige schikking is toegetreden, zal het aan de administratie van dat land, overeenkomstig art. 3, eene verzameling zenden van de kennisgevingen van inschrijving der merken, welke op dat oogenblik de internationale bescherming genieten.

Deze kennisgevingen zullen op zich zelve voldoende zijn om aan gezegde merken het genot der voorafgaande bepalingen op het grondgebied van het toegetreden land te verzekeren en zullen den termijn van een jaar doen aanvangen, gedurende welken de betrokken administratie de verklaring zal kunnen afleggen, voorzien bij art. 5.

Artikel 12.

De tegenwoordige Schikking zal worden bekrachtigd, en de akten van bekrachtiging zullen worden nedergelegd te Washington, uiterlijk den 1sten April 1913.

Zij zal in werking treden eene maand na het verstrijken van dien termijn en zal dezelfde kracht en duur hebben als het algemeene verdrag.

Ten blijke waarvan de wederzijdsche gevolmachtigden de tegenwoordige Schikking hebben geteekend.

Gedaan te Washington in een enkel exemplaar, den 2den Juni 1911.

Voor Oostenrijk en voor Hongarije:

baron DE HENGELMÜLLER, Ambassadeur van Oostenrijk-Hongarije.

Voor Oostenrijk:

dr. PAUL ridder BECK DE MANNAGETTA ET LERCHENAU, Afdeelingschef en President van het K. K. Bureau voor octrooien van uitvinding.

Voor Hongarije:

ELEMÉR DE POMPÉRY, Ministeriaal-Raad aan het Koninklijk Hongaarsch Bureau voor octrooien van uitvinding.

Voor België:

J. Brunet.
Georges de Ro.
Capitaine.

Voor Brazilië:

R. de Lima e Silva.

Voor Cuba:

Antonio Martin Rivero.

Voor Spanje:

Juan Riaño y Gayangos.
J. Florez Posada.

Voor Frankrijk:

Pierre Lefèvre-Pontalis.
G. Breton.
Michel Pelletier.
Georges Maillard.

Voor Italië:

Lazarro Negrotto Cambiaso.
Emilio Venezian.
G. B. Ceccato.

Voor Mexico:

J. de las Fuentes.

Voor Nederland:

Snijder van Wissenkerke.

Voor Portugal:

J. F. H. M. da Franca, Vte. d'Alte.

Voor Zwitserland:

P. Ritter.
W. Kraft.
Henri Martin.

Voor Tunis:

E. de Peretti de la Rocca.